

Pour notre «vivre ensemble» sur cette planète



Jean Martin

Le 17 octobre 2008, Journée mondiale de la pauvreté, Swissaid, fondation suisse pour le développement, fêtait son 60^e anniversaire. Occasion de réfléchir à son action en compagnie notamment de Micheline Calmy-Rey, conseillère fédérale, et de Barbara Egger-Jenzer, présidente du Conseil d'Etat bernois. Créée en 1948 en tant qu'Aide suisse à l'Europe, elle a étendu ses actions aux «autres régions de la planète dans le besoin» en 1956 et est actuellement active dans neuf pays: Colombie, Equateur, Guinée-Bissau, Inde, Myanmar, Nicaragua, Niger, Tanzanie, Tchad, avec comme formule porte-drapeau «Une aide qui va plus loin».

Une caractéristique m'avait frappé alors que, de retour depuis peu du tiers-monde, je réalisais un numéro spécial de la revue *Médecine sociale et préventive*, en 1979 (!): Swissaid entendait déjà limiter l'engagement d'expatriés européens dans ses projets, pour miser sur des collaborateurs autochtones et promouvoir une prise en charge des populations par elles-mêmes (*self-reliance*); elle a poursuivi dans ce sens; d'autres organisations ont suivi [1]. Mais cela ne veut pas dire du tout que les pays du Nord pourraient se désintéresser de la coopération; on a souligné le 17 octobre l'importance de la sécurité alimentaire – ce qu'avant on appelait la lutte contre la faim. Un des préalables à une meilleure efficacité est de renforcer la société civile, à savoir ceux qui font véritablement marcher la collectivité (dont les femmes – cf. infra); société civile embryonnaire dans des pays où la population reste dominée sans partage par les gouvernants et l'administration. Il faut aussi mettre en pratique le principe de subsidiarité qui veut que chaque tâche soit décidée et réalisée au niveau le plus proche de la population qui soit adéquat. Problème de la décentralisation nécessaire dans des systèmes inspirés par le jacobinisme français ou le «centralisme démocratique». Le coordinateur de Swissaid au Niger, A. S. Moumouni, a décrit les difficultés de l'exercice dans son pays.

La cheffe du Département fédéral des affaires étrangères a souligné qu'il fallait toujours et encore débattre de politique de développement et des relations de la Suisse avec le reste du monde, en poursuivant des objectifs de justice et d'équité, de liberté et de démocratie (mais pas de la manière belliqueuse dont un grand pays occidental a voulu

le faire ces dernières années au Moyen-Orient!). Il faut promouvoir une conscience vigoureuse des enjeux de notre «vivre ensemble». La présidente du Conseil d'Etat bernois a rappelé que la résistance politique à une augmentation des contributions au développement est forte – alors même qu'il ne s'agit pas encore de 0,5% du produit national brut. Encore un de ces combats jamais gagnés, toujours à recommencer.

Préoccupation majeure, la problématique genre (*gender*) a été très présente à Swissaid depuis les années 1980 où elle a créé un poste qui y était spécialement dédié. Les manifestations pratiques de domination et de violence à l'égard des femmes restent multiples; ceci alors que, en Afrique par exemple, on estime qu'elles fournissent les trois quarts du travail productif – elles travaillent donc trois fois plus que les hommes qui assument eux le dernier quart ... Intéressant, non? A beaucoup d'endroits la femme, même si elle a charge de famille, est aujourd'hui encore juridiquement mineure, sous la tutelle de la parenté mâle.

La presse rappelait récemment le problème des «femmes manquantes» en Inde; la moindre valeur accordée aux filles fait que dans ce pays – et il n'est pas le seul concerné –, il en «manque» 60 millions ... Dans les années 1970, travaillant pour l'OMS, j'ai été rendu conscient des effets dramatiques de la préférence pour les garçons: avant les possibilités diagnostiques actuelles durant la grossesse, l'infanticide des nouveau-nées filles en était l'expression. Mais aussi le fait que, plus tard, on est prêt à consacrer ses modestes ressources pour le traitement médical d'un garçon malade mais pas pour celui d'une fille ... Situation comparable en Chine. J'ai imaginé que, à terme, les personnes de sexe féminin «venant à manquer», ce déséquilibre rehausserait leur statut social, leur donnerait plus de droits, mais ce que j'entends venant de ces pays n'est pour l'instant guère encourageant. Un domaine parmi d'autres où on doit espérer que le début du XXI^e siècle verra une évolution positive. La poursuite des efforts de dialogue et de coopération peut y contribuer*.

Dr Jean Martin,
ancien médecin cantonal,
membre de la Commission nationale d'éthique

1 Schnellmann EW. Gesundheitspflege als Randproblem. Sozial- und Präventivmedizin/ Médecine sociale et préventive. 1979;24(2-3):208-12.

* Dès 1971, Swissaid a fondé avec d'autres associations une communauté de travail pour la politique de développement, appelée aujourd'hui Alliance Sud, qui publie un bulletin intitulé Global (www.alliancesud.ch).